



FORMULAIRE



DEMANDE D'AUGMENTATION TEMPORAIRE DU CAUTIONNEMENT DU CRÉDIT À LA LIVRAISON (CCT) POUR LA PÉRIODE D'ÉTÉ

**FORMULAIRE À COMPLÉTER
ET À ENVOYER À L'ADRESSE SUIVANTE** 

**Je soussigné(e),**

Nom

Prénom

Raison sociale (en cas d'exploitation en société)

Enseigne du commerce

Adresse du commerce

Code postal

Ville

Référence Douane

Référence Logista

N° Client EDC

 /

Déclare vouloir bénéficier d'une caution supplémentaire pour les livraisons qui interviendront entre le 1^{er} mai et le 31 août, sous réserve d'acceptation par l'EDC.

Choisis d'augmenter le montant de la caution du crédit à la livraison de: **5 000 € (COÛT 20 €)** **10 000 € (COÛT 40 €)** **15 000 € (COÛT 60 €)** **20 000 € (COÛT 80 €)** **25 000 € (COÛT 100 €)** **30 000 € (COÛT 120 €)** **AUTRE MONTANT (multiple de 5 000 €) :**

M'engage à régler à l'Européenne De Cautionnement la commission de caution relative à cette caution supplémentaire (20 € par tranche de 5.000 €) et, le cas échéant, tous frais et droits que ce cautionnement pourrait occasionner. Il est expressément convenu que, sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum 2 mois avant le 1^{er} mai, cette caution supplémentaire se renouvellera ensuite tacitement d'année en année pour la même période du 1^{er} mai au 31 août.

Fait à

Date (JJ MM AAAA)

Signature

(précédée de la mention «lu et approuvé»)

Les informations recueillies par l'EDC en tant que responsable de traitement font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'évaluation et à la gestion du risque ainsi qu'à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les destinataires des données, outre l'EDC seront la ou les banques partenaires, les partenaires et sous-traitants de l'EDC ainsi que les autorités de contrôle. Dans le cadre de cette évaluation, les données collectées peuvent faire l'objet d'une prise de décision automatisée destinée à mesurer le risque.

Conformément à la loi «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, de limitation, de portabilité (lorsqu'il s'applique) et d'opposition pour des motifs légitimes, aux informations qui vous concernent. Vous pouvez exercer ces droits auprès de l'EDC par courriel, à l'adresse suivante : dpo@eurocaution.net

Les demandes doivent être accompagnées de la copie numérisée d'un titre d'identité en cours de validité et portant la signature du titulaire.

En cas de demandes liées à des données collectées afin d'être traitées dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le droit d'accès s'exerce, en application de l'article L. 561-45 du Code monétaire et financier, auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

L'EDC conserve les données que vous nous avez transmises dans le cadre des traitements liés à votre demande conformément aux durées légales applicables après la fin du cautionnement. Dans le cas où votre dossier n'aboutirait pas, vos données seront conservées 6 mois avant d'être supprimées.